



EURODÉFENSE - FRANCE

Paris, le 30 Mai 2018

compte rendu du petit déjeuner débat du 30 mai
Sur le thème :
Défense, le réveil de l'Europe

Par Monsieur Jean-Dominique GIULIANI
Président de la fondation Robert SCHUMAN

Chers amis, mesdames, messieurs,

Nous avons aujourd'hui le plaisir et l'honneur d'accueillir Monsieur GIULIANI, président de la fondation Robert SCHUMAN.

Diplômé de l'Institut d'Étude Politique d'Aix en Provence, il a été en particulier :

- Au service des relations internationales du ministère de l'agriculture (1979)
- Secrétaire général de l'Union centriste du Sénat (1983)
- directeur de cabinet de René Monory, président du Sénat (1992-98)
- fondateur-directeur de la fondation Robert SCHUMAN (1992)
- Maître des requêtes au Conseil d'État (1995)
- directeur de la SOFRES (1998-2001)
- président de la fondation Robert SCHUMAN (depuis 2000)

Auditeur de l'IHEDN, il est à ce jour capitaine de vaisseau de réserve. Il a publié de nombreux ouvrages pour la plupart tournés vers l'Europe,

Par exemple : *Pourquoi et comment l'Europe restera le cœur du Monde* (2014)

Son dernier opus : *Défense, le réveil de l'Europe* (22 mai 2018)

Merci beaucoup M. le Président, mesdames, messieurs.

Je suis très content d'être ce matin avec vous. Je vais tenter ici de partager quelques réflexions très modestes, compte-tenu de la qualité des membres de votre association que je connais depuis très longtemps.

Beaucoup d'entre vous avez contribué à permettre ce qui se passe aujourd'hui au niveau de l'Union Européenne (UE). Avec quelques-uns, Arnaud DANJEAN, Françoise GROSSETETE, députée européenne et rapporteur du Fonds Européen de Défense (FED) au Parlement européen, nous avons publié sur notre site de la fondation ce document que nous n'hésitons pas à qualifier de "*Réveil de l'Europe*" en matière de Défense.

C'est en fait le fruit d'un très long travail et une évolution qui débouche en 2018 sur quelques innovations, qui restent cependant à confirmer.

Depuis la 2nde guerre mondiale, l'Europe cherche à s'organiser sur le plan de sa Défense. Jusque-là elle n'avait trouvé que l'OTAN, qui la protégea durant la guerre froide et qui a tout fait pour continuer à le faire par la suite, au moins pour sa défense territoriale. Malgré quelques efforts français, quelques évolutions européennes, pour créer un pilier européen de la défense atlantique, toutes les tentatives se sont toujours heurtées aux contradictions internes de l'UE, surtout qu'elle s'élargissait dans le même temps.

Il y a eu bien-sûr la Communauté Européenne de Défense (CED), retoquée par la France en 1957, après avoir été lancée par elle.

Différents traités européens, par exemple Maastricht, ont essayé de mettre en place une diplomatie et d'une défense communes.

Mais en réalité, jamais l'UE n'a pu trouver un consensus en son sein pour faire des pas importants vers un financement commun des capacités européennes et des missions opérationnelles autres que civiles ou civilo-militaires.

Il y a bien-sûr des exceptions, comme certaines missions en Afrique, mais parmi les 23 missions de l'UE en cours l'essentiel est composé de missions civiles. Elles sont utiles, dans le cadre d'une stratégie globale sur laquelle les Européens arrivent à se mettre d'accord. C'est essentiellement une stratégie de soutien à la reconstruction, à la formation, voire de maintien de la Paix. Mais ce sont rarement des opérations de combat.

Il y a quelques exceptions notables. Elles sont le plus souvent le fruit de la qualité de telle ou telle personne en charge à ces moments-là et qui ont su convaincre.

Le processus est donc très long. Il est marqué par beaucoup de frustrations et d'incertitudes. Mais il permet doucement la constitution d'outils qui aujourd'hui permettent une situation où l'UE n'est pas totalement démunie.

Je veux parler :

- de la création du service diplomatique commun (SEAE) ;
- d'une stratégie européenne de sécurité, élaborée en 2003, révisée très modestement en 2008 ;
- d'un corps de diplomates, 130 ambassades dans le Monde ;
- d'un état-major commun, qui n'en porte pas le nom mais qui d'ores-et-déjà permet de coordonner des opérations extérieures - même si pour le moment elles restent civiles.

Tout ceci nous amène à la fin de l'année 2013, où, face à un contexte stratégique bouleversé, face à des situations de plus en plus préoccupantes, pressantes, à nos frontières même, nous assistons à une prise de conscience des chefs d'état et de gouvernement. Ces derniers décident d'accélérer la réaction diplomatico-militaire de l'UE. Un conseil européen jette les bases d'une défense qui s'organise. Il prévoit au moins une fois par an une rencontre des chefs d'état et de gouvernement sur le sujet. C'est le moment du lancement de quelques programmes comme celui du drone MALE, de quelques coopérations précises et ambitieuses ; tout ceci se termine fin 2017 par cette fameuse coopération structurée permanente (CSP) en matière de sécurité et de défense, qui fait l'objet d'ailleurs d'un volet du traité.

Cette CSP (déc. 2017) a été provoquée par le rapprochement franco-allemand, sous les ministères de M. Le DRIAN et de Mme von der LEYEN. Cela a été concrétisé par la mise en commun de certains moyens aériens de transports militaires. Cela devait également permettre de pallier certaines carences en la matière en mutualisant nos modestes moyens. Ce rapprochement fut un *déclat* politique qui entraîna plusieurs autres états-membres : "Nous ne pouvons pas ne pas en être!"

➔ Et curieusement cette CSP regroupe 25 états-membres (hors UK, Danemark et Malte qui est neutre).

Dans le même temps, la Commission européenne, bien inspirée par Jean-Claude Juncker, a proposé des outils fort opportuns. En effet, les citoyens des états-membres se préoccupant de questions de défense et sécurité, la Commission s'en est emparée : elle a proposé son plan d'actions pour la défense, elle a lancé son Fonds Européen pour la Défense (FED) et d'autres outils sur lesquels je reviendrai.

Ce FED, au moment où la contrainte budgétaire pèse fortement sur tout le monde, est finalement un très bon moyen d'inciter états et industriels à regarder ce qu'il est possible de faire ensemble.

On se souvient qu'entre-temps il y a eu la crise en Ukraine qui a beaucoup inquiété certains de nos partenaires d'Europe centrale et orientale. Le révisionnisme russe est très inquiétant. L'armée de l'air russe teste en permanence les réactions et la défense de l'Europe. Il y a des troupes françaises en Estonie dans le cadre de la mission de réassurance de l'OTAN.

Nous nous trouvons donc, début 2018, à un moment où se rencontrent la maturation de certains outils européens et une volonté des états-membres de réagir.

Le Parlement européen va voter le règlement du FED. Il n'est pas révolutionnaire en soi mais il ouvre à des financements européens des capacités de défense, c'est une première. Dans le budget présenté le 2 mars par la Commission européenne pour les 7 ans qui viennent on parle de 13 milliards d'euros sur 7 ans (pour les deux volets, recherche et développement de capacités). Cela ne change pas la face du monde, mais c'est la première fois qu'au moins 3 états-membres, 2 sociétés pourront être financés par l'UE. Les mécanismes restent un peu compliqués mais c'est une totale révolution.

La Commission n'a pas vraiment de compétences en matière de défense et les traités le lui interdisent.

Le Parlement encore moins. Je rappelle que chaque état-membre a au moins six députés, le maximum étant de 96 pour l'Allemagne. La France y est très mal représentée. Sa composition est d'ailleurs quelque peu "déformée". C'est un parlement du Nord, féminin, antimilitariste... il est majoritairement "pacifiste", il est "vert" ou "écologique". Il est très difficile de parler de sujets régaliens dans ce Parlement.

Le projet avait été testé depuis deux ans sur deux projets de recherche qui ont permis de vérifier des modes de fonctionnement, plus réguliers, plus pérennes, plus importants pour un financement sur budget européen de capacités militaires communes.

Je rappelle très brièvement des dispositifs mis en place :

Chaque année les états-membres vont se retrouver pour procéder à une revue de leurs besoins capacitaires, Ils échangeront l'état de leur situation dans le cadre de la CSP (chacun étant conscient qu'il faut monter au moins à 2% du PIB pour la défense). Ils essayeront de développer quelques projets communs. L'AED coordonnera et assurera le secrétariat de ces revues annuelles. L'AED retrouvera là un rôle qui était le sien et que longtemps les Britanniques lui avaient dénié.

Cela induira une quasi obligation pour les ministres et les grands chefs militaires de se réunir très régulièrement.

En parallèle, un FED, doté, nous l'espérons, d'environ 9 milliards d'euros sur sept ans, pour la partie développement de capacités, financera des projets de trois états-membres, au moins. Pour des états-membres participants à la CSP des projets pourront être soutenus par le budget UE jusqu'à 30% du montant global de l'investissement, qui reste cependant à la charge des états.

Il y a là déjà une première faiblesse: nous sommes dans le cadre d'une coopération européenne, 80% de l'effort d'investissement est porté par les états-membres. Si c'est dans le cadre d'une CSP ce chiffre est ramené à 70% seulement et il y aura au niveau de la Commission et de l'Agence une structure d'instruction des demandes pour vérifier la compatibilité de ces investissements avec une Revue préalable assurée par les ministres.

Deux outils ont été mis en place également en matière de recherche et de développement.

Au travers du programme Horizon 2020, l'UE ouvre plus largement ses crédits à la recherche, y compris duale ou à finalité militaire. Le plan Juncker souhaite aller plus loin avec un financement de recherche de plus de 4 milliards sur 7 ans.

C'est une petite fenêtre qui devrait aider les industriels, soutenus par les états, pour développer des démonstrateurs, des projets pilotes, en coopération. Je donnais l'exemple du drone MALE. Il y a également ce

projet franco-allemand d'avion de combat futur, ce système aérien futur: il devrait bénéficier de ces financements.

→ FORCES ET FAIBLESSES de la situation actuelle:

FORCES :

1- Il y a là une VRAIE nouveauté, une VRAIE volonté politique.

2- Il y a un rôle de la France qui est assez important. J'y reviendrai.

3- Il y a un rôle du couple franco-allemand qui comme d'habitude est important et entraîne les autres.

Les Allemands ont une vraie volonté, même si pour tout gouvernement il est très difficile d'aller loin. L'opinion est particulièrement réticente à mettre le doigt dans tout ce qui peut l'entraîner dans des opérations extérieures.

L'état de la Bundeswehr témoigne d'un certain relâchement, au grand désespoir des militaires eux-mêmes. C'est une "*armée parlementaire*" sous le contrôle d'une constitution faite pour la brider et sous la pression d'une opinion qui est tout sauf militariste.

J'ajoute qu'en Allemagne une ministre, francophone, francophile, comprend parfaitement que l'Allemagne doit assumer ses responsabilités européennes et mondiales, qui ne sont pas simplement économiques.

Cela s'est traduit, il y a moins d'un mois, par la signature au salon aéronautique de Berlin d'un premier mémorandum pour développer et construire le futur système aérien de combat commun sous leadership français : DASSAULT, et en partenariat avec AIRBUS. Je rends ici hommage à son Président qui vient de nous quitter. En parallèle, Airbus est leader pour développer et construire le drone MALE avec DASSAULT et l'italien LEONARDO.

Ceci n'est pas que symbolique, vous savez que le chef d'état-major de l'armée de l'air allemande s'était prononcé pour l'achat de F35 pour remplacer les Tornados. Cela lui a coûté son poste. On voit d'ailleurs en ce moment une forte pression américaine, en Belgique par exemple, mais ailleurs aussi, pour empêcher toute autonomie stratégique de l'UE.

4- La Commission "joue le jeu", le SEAE est beaucoup plus actif avec Mme MOGHERINI qu'avec son prédécesseur britannique. On le voit dans le sujet iranien, on le voit dans bien d'autres occasions. On le voit dans la rédaction de la revue stratégique européenne, plus dense. On le voit dans la revue stratégique maritime, de sécurité intérieure... Ces institutions européennes sont davantage motrices, car les opinions publiques l'attendent!

FAIBLESSES :

1- Il y a la position américaine. Je pense que les États-Unis n'ont aucun intérêt à la constitution d'une autonomie stratégique européenne. On va découvrir à cette occasion combien l'OTAN leur rapporte, en matière industrielle et financière malgré le discours de campagne du président américain que nous n'avons pas su inverser. L'OTAN est financée à 70% par les Américains parce que le retour financier est là et vraiment là! Durant la campagne de Monsieur TRUMP qui disait : "l'OTAN est obsolète, nous payons trop...", un petit organisme, l'Atlantic Council, a publié aux États-Unis un compte précis de tout ce que les membres payaient aux États-Unis en retour... Je me souviens par exemple que les Européens ont payé jusqu'à 49 milliards d'euros pour la campagne d'Afghanistan au profit des armées US...

Nous devons travailler à faire mieux connaître ces chiffres, ne serait-ce que pour rééquilibrer notre relation, une relation d'alliés bien entendu, une relation privilégiée, mais non pas une relation de domination.

À cet égard, les déclarations du secrétaire général de l'OTAN, suite aux déclarations européennes pour la CSP, expriment qu'il ne faudrait pas limiter le FED aux industries européennes mais bien l'ouvrir aux entreprises

américaines... J'ai été vraiment désolé que ni le Général de GAULLE, ni MITERRAND, ni CHIRAC n'aient été là pour le remettre à sa place... voire le sanctionner.

Cela prouve que la pression américaine est bien présente. Cette dernière va peser sur certains membres, notamment ceux qui ont retrouvé leur souveraineté récemment, qui ont subi durement l'occupation, le joug soviétique, et dont l'UE n'est absolument pas en mesure de garantir la sécurité, pour l'instant au moins. Regardez les Polonais qui ont tout fait pour que des troupes US soient stationnées sur leur territoire. Je ne reviens pas sur les Baltes, pour qui cela est aussi très compréhensible... et d'autres pays d'Europe centrale et orientale.

Officiellement, les Américains sont très heureux d'un renouvellement de la défense européenne. Officieusement, ils pensent tout le contraire et agissent pour leurs intérêts économiques, tout à fait opposés. L'UE sera-t-elle vraiment décidée à assumer, assurer, dans la durée, son autonomie stratégique, tout en restant un allié privilégié des États-Unis ?

2- Les Européens doivent **confirmer** leur volonté de s'organiser, sur le plan financier, mais aussi sur le plan politique!

Sur le plan financier, ce n'est pas, ce ne sera pas simple. Il faudra mener des négociations sur les *perspectives* financières 2021-2027. C'est-à-dire une programmation pluriannuelle sur 7 ans du budget européen. Vous avez déjà entendu les agriculteurs protester car ils recevraient moins de subventions, d'autres qui sont très inquiets au sujet des fonds structurels régionaux, nous qui menaçons de ne pas financer autant le développement de la Pologne, de la Hongrie, s'ils ne respectent pas l'état de droit... Bref, une négociation extrêmement complexe et dont l'issue montrera si oui ou non l'Europe se réveille sur le plan de la défense.

Dans l'ensemble de la rubrique sécurité et défense, 13 milliards sont prévus pour le FED et les différents investissements dans des projets coopératifs, mais il y a aussi 10 milliards prévus, à la demande de Mme MOGHERINI, pour le soutien aux OPEX de l'UE, par exemple l'EUTM-Mali qui aujourd'hui aurait besoin d'importants moyens pour former les armées du G5-Sahel, de même en Somalie pour former des gardes-côtes... Il y a aussi un petit budget, 6.5 milliards, ce n'est pas rien, suggéré par l'OTAN, pour la mobilité stratégique en Europe. On s'est aperçu que la circulation stratégique en Europe (via routes, ponts, voies ferrées) n'était pas aussi simple qu'aux US par exemple.

Sur 7 ans, l'UE va aussi consacrer environ 120 milliards d'euros pour son action extérieure (l'instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale), ce n'est pas rien!

Dans ces 120 milliards, il y en aura plus de 30 pour le fonds européen de développement, intégré au budget européen. Cela permet de renforcer les aides. Au Sahel par exemple, ces fonds permettent de former des policiers, douaniers, militaires pour notamment lutter localement contre l'émigration clandestine. Ce fut le cas au Niger, avec relativement beaucoup de succès. Mais cela coûte beaucoup.

Sur le plan politique, là-aussi ce ne sera pas simple et d'abord parce que demeurent d'importantes différences stratégiques et différences de visions. J'ai évoqué l'Allemagne, sa constitution, sa tradition depuis la guerre... Il y a une vraie volonté d'avancer, de progresser avec les limites et contraintes du partenaire, en complémentarité... Il n'en demeure pas moins des différences, divergences entre états-membres, division Nord-Sud, division Est-Ouest. Il est difficile de faire admettre et de faire prendre en compte une stratégie globale et planétaire à certains membres. Les responsables en conviennent, mais lorsqu'ils se tournent vers leurs opinions c'est très difficile à expliquer. Il est très difficile d'expliquer qu'il faut être présent au Sahel, sur toutes les mers du globe... pour protéger et promouvoir les intérêts de l'UE eux-mêmes. Il y a des menaces sur le commerce mondial, dans les détroits, la Chine également est très active et menaçante par endroits... Au Brésil, on observe la même chose... Il faut également rappeler certaines réalités à la Turquie, et à d'autres...

➔ Un gros travail reste à mener pour rapprocher nos conceptions et nos visions stratégiques

C'est notamment la raison pour laquelle le Président de la République est moteur pour lancer ce qu'il appelle l'Initiative Européenne d'Intervention (IEI) Il a annoncé cela dans son discours de la Sorbonne du 26 septembre.

Cette IEI vise, sans création de structures nouvelles, à renforcer la coopération opérationnelle entre certains états-membres qui sont *volontaires*! Il y en aurait une dizaine, ce serait annoncé d'ici environ trois semaines. L'idée est de renforcer la coopération au niveau de nos "CPCO" respectifs. Il s'agit d'un renforcement des officiers de liaison mais aussi des entraînements communs pour être opérationnellement prêts à mener des opérations en commun, avec un quartier général opérationnel, avec des contingents mobilisables immédiatement...

Car c'est aussi une des autres faiblesses actuelles que, trop souvent, l'opérationnel passe derrière le capacitaire. Et il est normal, de la part de la Commission Européenne de parler industrie, commerce... c'est sa compétence. Il y a certes des lacunes capacitaires, elles sont rattrapables, mais avant tout, c'est une question de VOLONTE!

Ce que va proposer la France me paraît très intelligent, ce n'est pas une structure de plus, il s'agit en particulier de tirer les leçons de ce qui s'est passé ces deux dernières années, dans le contexte de réassurance à l'Est face à la Russie. La France a envoyé par exemple des troupes en Estonie, s'entraîner dans le cadre OTAN, et aujourd'hui il y a un contingent estonien au Mali. Pour ce petit pays, en nombre d'habitants, dans son contexte régional, croyez-moi, expliquer qu'on envoie un contingent de forces spéciales au Mali, ce n'est pas si facile. Ils l'ont fait et cela a été voté au parlement estonien.

Je conclurai en disant :

- Il y a un Réveil de l'Europe.
- Il reste à confirmer.
- C'est très important pour la France, car nos militaires, nos industries, notre chaîne de commandement, notre constitution, nous placent à l'avant-garde en matière de défense.
- La posture prise par notre Président est un atout en Europe.
- Il faut valoriser cette position, cette excellence, en étant en tête des évolutions en cours, sans illusion, ce sera lent, mais en jouant le jeu.
- Je crois que cela sera au plus grand bénéfice de nos intérêts globaux, communs et nationaux.